

OPINION DISSIDENTE DE M. ARMAND-UGON

Je regrette vivement, pour les raisons que j'expose ci-après, de ne pouvoir me rallier à l'arrêt de la Cour.

Dans la commune de Baarle-Nassau (Pays-Bas), dont la superficie dépasse 4.000 hectares, se trouve, enclavée dans son territoire, la commune de Baerle-Duc (Belgique), d'une superficie de 200 hectares. Dans la section A, dite de Zondereygen, de la commune de Baarle-Nassau, deux parcelles cadastrales connues, de 1836 à 1843, sous les numéros 91 et 92, font l'objet du présent différend, et les Parties demandent à la Cour de décider à laquelle des deux appartient la souveraineté sur ce territoire, portant sur 14 ha, 37 a, 80 ca.

* * *

Le Gouvernement belge fonde ses prétentions de souveraineté à l'égard des parcelles cadastrales sur les dispositions explicites du procès-verbal reproduit à l'article 90 du Procès-verbal descriptif de la Convention de 1843. Ce procès-verbal, en langue néerlandaise, dans la partie qui concerne les parcelles, est ainsi libellé :

« Les parcelles numérotées 91 et 92 appartiennent à la commune de Baerle-Duc » (*De parcellen nummer 91 en 92 behoren tot de gemeente Baerle-Hertog*).

Le Gouvernement néerlandais s'appuie sur deux propositions principales pour soutenir sa souveraineté : le *statu quo* du Traité de 1842 et de la Convention de 1843, et, à partir de cette date, la possession effective, publique et paisible des parcelles. Le Procès-verbal communal de 1836-1841, de la commune de Baarle-Nassau, indique les deux parcelles comme appartenant à cette commune. Son texte, en langue néerlandaise, est le suivant :

« Section A dite Zondereijgen :

Les parcelles nos 78 à III inclus appartiennent à la Commune de Baarle Nassau » (*De parcellen van en met nummer 78 tot en met no. III behooren tot de Gemeente Baarle Nassau*).

* * *

La Cour doit décider lequel de ces deux textes est celui de la Convention de 1843.

Le premier texte indiqué par le Gouvernement belge attribuerait — à tort selon le Gouvernement néerlandais — les parcelles à la Belgique. Ce texte provenant d'un certain procès-verbal inséré au Procès-verbal descriptif de l'article 90 n'exprime nullement le consentement et la volonté des Parties contractantes ; une faute a

DISSENTING OPINION OF JUDGE ARMAND-UGON

[Translation]

I very much regret that, for the reasons set out below, I am unable to concur in the Judgment of the Court.

Enclaved within the territory of the commune of Baarle-Nassau (Netherlands), which extends over more than 4,000 hectares, is the commune of Baerle-Duc (Belgium), of an area of 200 hectares. In Section A, known as Zondereygen, of the commune of Baarle-Nassau, two plots shown in the survey and known, from 1836 to 1843, as numbers 91 and 92, are the subject of the present dispute and the Parties ask the Court to decide to which of the two this territory, of 14.378 hectares, belongs.

* * *

The Belgian Government bases its claims to sovereignty in respect of these plots on the express provisions of the minute reproduced in Article 90 of the Descriptive Minute of the Convention of 1843. This minute was drawn up in Dutch; the part relating to the plots is in the following terms:

“The plots numbered 91 and 92 belong to the commune of Baerle-Duc” (*De parcellen nummer 91 en 92 behoren tot de gemeente Baerle-Hertog*).

The Dutch Government relies on two main propositions in asserting its sovereignty: the *status quo* laid down by the Treaty of 1842 and by the Convention of 1843, and, after that date, effective, notorious and peaceful possession of the plots. The Communal Minute of 1836-1841, of the commune of Baarle-Nassau, shows the two plots as belonging to that commune. Its text, which is in Dutch, is to the following effect:

“Section A, known as Zondereygen:

The plots numbers 78-III inclusive belong to the Commune of Baarle Nassau” (*De parcellen van en met nummer 78 tot en met no. III behoreen tot de Gemeente Baarle Nassau*).

* * *

The Court has to decide which of these two texts is that of the Convention of 1843.

The first text indicated by the Belgian Government would attribute—wrongly, according to the Dutch Government—the plots to Belgium. This text appearing in a certain minute inserted in the Descriptive Minute of Article 90 in no way expresses the consent and the will of the Contracting Parties; a mistake was made in

été commise en reproduisant à l'article 90 un procès-verbal qui n'est pas le Procès-verbal communal de 1836-1841 qui avait été choisi par la Commission mixte. Le Gouvernement néerlandais a la charge de la preuve de cette allégation.

* * *

L'examen des documents les plus importants et pertinents, par ordre chronologique, permet plus aisément de saisir les discussions et les changements d'opinions au sein de la Commission mixte de délimitation, à propos des parcelles. Ce même examen conduit à la décision de la présente affaire. On laissera de côté certains faits soulevés par les Parties, qui ne sont pas nécessairement liés à la réponse à la question soumise à la décision de la Cour.

Le Procès-verbal communal, commencé le 29 novembre 1836, achevé en 1839, arrêté et signé le 22 mars 1841 par les autorités des deux communes, a, dans la présente affaire, une place fondamentale. En effet, ce document deviendra, par résolution de la Commission mixte, la seconde partie de l'article 90 du Procès-verbal descriptif de la Convention de 1843.

La séparation de la Belgique et des Pays-Bas, en 1830, avait rendu nécessaire de constater dans un procès-verbal l'appartenance des parcelles constituant les deux communes de Baarle-Nassau et de Baarle-Duc.

Les autorités des deux communes et les personnes qui l'ont dressé procédèrent, en donnant suite aux ordres reçus des autorités respectives, « à une reconnaissance aussi exacte que possible des limites qui existent depuis longtemps entre les parcelles enclavées dans les communes ». Ce procès-verbal a été établi contradictoirement sur les bases du registre cadastral, du tableau indicatif, des registres des propriétés et témoignages des voisins les plus anciens; toute divergence a été réglée à l'amiable avec l'assentiment du propriétaire (contre-mémoire, annexe I, pp. 6 à 21). Ce document, terminé en 1839, ne fut signé par les autorités de Baarle-Duc qu'en mars 1841, quand la Commission mixte de délimitation eut commencé son travail. Toutes les précautions indiquées montrent le soin et le sérieux qui présidèrent à la rédaction de cet important document, sans ratures ni surcharges, timbré avec le sceau des deux communes, lequel fut dressé en double exemplaire pour constater le texte officiel et déposé aux archives de chacune des deux communes. Les exemplaires originaux ne pouvaient être qu'identiques. Les deux Procès-verbaux gardent les formes d'un traité ou convention entre les deux communes. C'est un acte juridique unique, qui est l'œuvre des autorités des deux communes et qu'il ne sera possible de modifier que de leur propre accord. Il fait apparaître quelles sont les parties contractantes; un préambule énonce les motifs qui ont déterminé sa conclusion et le but poursuivi de

reproducing in Article 90 a minute which was not the Communal Minute of 1836-1841 upon which the Mixed Commission had decided. The burden of proving this allegation lies upon the Dutch Government.

* * *

An examination in their chronological order of the most important of the relevant documents facilitates an understanding of the discussions and changes of opinion within the Mixed Boundary Commission with regard to the plots. Such an examination will also lead to a decision in the present case. Certain facts adduced by the Parties, which may not be necessary to the decision on the question submitted to the Court, will not be dealt with here.

The Communal Minute, which was begun on 29 November 1836 and completed in 1839, being agreed and signed by the authorities of the two communes on 22 March 1841, occupies a position of cardinal importance in the present case. That document, indeed, was to become, as the result of a resolution of the Mixed Commission, the second part of Article 90 of the Descriptive Minute of the 1843 Convention.

The separation of Belgium and the Netherlands, in 1830, had made it necessary to draw up a minute recording the ownership of the plots making up the two communes of Baerle-Nassau and Baerle-Duc.

The authorities of the two communes and those who drew it up proceeded, in pursuance of instructions received from the respective authorities, to "ascertain as accurately as possible the boundaries which had long existed between the enclaved plots within the communes". This minute was drawn up after discussion on the bases of the Survey Register, the lists of plots, the Property Registers, and the testimony of the oldest inhabitants; all differences of opinion were settled with the assent of the owners (Counter-Memorial, Annex I, pp. 6-21). The document was completed in 1839 but signed by the authorities of Baerle-Duc only in March 1841, when the Mixed Boundary Commission had already begun its work. All the precautions indicated reveal the care and seriousness which went into the drafting of this important document, free of erasures or additions, stamped with the seals of the two communes, which was drawn up in two copies recording the official text, and deposited in the archives of each of the two communes. The original copies could not but be identical. The two Minutes follow the forms of a treaty or convention between the two communes. It is a single legal instrument, the work of the authorities of the two communes which it will not be possible to alter save by their agreement. It indicates who are the contracting parties; a preamble states the reasons which have determined its conclusion and the purpose in view, which is to record certain facts. The Minute

constater certains faits. Le Procès-verbal que les deux communes ont convenu, qui comprend quatorze pages et se réfère à 5732 parcelles cadastrales, est un accord entre les autorités communales des deux États. Seul l'exemplaire déposé aux archives de la commune de Baarle-Nassau figure au dossier; l'autre exemplaire de Baerle-Duc n'a pas été présenté par le Gouvernement belge. Il est regrettable qu'une telle omission se soit produite, car de deux choses l'une: ou l'exemplaire égaré était concordant avec celui versé au dossier, ou il différait de celui-ci. Dans l'une ou l'autre situation, la présence de ce document aurait éclairci définitivement le droit des Parties. La présente affaire n'aurait probablement pas été soumise à la Cour. La non-possession de ce document, invoquée par le Gouvernement belge, ne peut lui créer une situation favorable. Il n'a pas expliqué ni prouvé quand et comment la disparition est survenue; ni le cas fortuit ni la force majeure n'ont été invoqués. C'est, de sa part, une simple allégation faite en 1955.

Quoi qu'il en soit, aucun doute n'est soulevé par les Parties sur l'authenticité du Procès-verbal communal et comme unique exemplaire il fait entièrement foi.

* * *

Pour mieux comprendre les travaux de la Commission mixte, il faut les diviser en deux périodes séparées. La première période va du 3 juin 1839 jusqu'à son ajournement le 18 janvier 1842, et la seconde période reprend le 23 février 1843 jusqu'au 8 août de la même année, date de la signature du Procès-verbal descriptif. Un fait important divise le travail de la Commission: c'est le Traité du 5 novembre 1842, ratifié le 5 février 1843, lequel établit les lignes générales dont la Commission devra tenir compte dans l'accomplissement de sa mission.

Quand la Commission mixte instituée par le Traité de Londres du 19 avril 1839 arriva dans ses travaux aux secteurs des communes de Baarle-Nassau et Baerle-Duc, elle se heurta à des difficultés sérieuses et particulières pour continuer la ligne frontalière qu'elle avait tracée jusque-là. Les commissaires belges manifestaient qu'ils étaient obligés, en vertu des instructions qu'ils avaient reçues, de maintenir le *statu quo* en ce qui concerne la commune belge de Baerle-Duc (lettre du président de la commission belge au président de la commission néerlandaise, du 4 septembre 1841).

Les commissaires délégués par la Commission mixte, réunis le 26 octobre 1841 à Achel (175^{me} séance), constatent que ne pouvant «appliquer à la délimitation entre les communes de Baarle Nassau et Baerle Duc, les mêmes moyens, le même mode d'opération employés pour le reste de la ligne, [ils] sont convenus de procéder dans cette circonstance spéciale de la manière suivante..., l'on se

agreed by the two communes, which consists of fourteen pages and relates to 5,732 survey plots, constitutes an agreement between the communal authorities of the two States. Only the copy deposited in the archives of the commune of Baarle-Nassau has been put in in this case; the other copy, belonging to Baerle-Duc, has not been produced by the Belgian Government. This failure to produce it is to be regretted, for, clearly, either the missing copy agreed with that which has been put in, or it differed from it. In either event, the presence of the document would have cast decisive light upon the rights of the Parties. The present case would probably not have been submitted to the Court. The non-possession of this document, invoked by the Belgian Government, cannot create for that Government a more favourable situation. It has neither explained nor proved when and how this disappearance occurred; neither accident nor *force majeure* has been put forward by way of explanation. It is a mere assertion on its part, made in 1955.

In any event, no doubt has been raised by the Parties as to the authenticity of the Communal Minute and, as the only existing copy, it must be regarded as completely authoritative.

* * *

In order the better to understand the work of the Mixed Commission, it is convenient to divide it into two separate periods. The first period extends from 3 June 1839 until its adjournment on 18 January 1842, and the second from 23 February 1843, when its work was resumed, until 8 August of the same year, the date of the signature of the Descriptive Minute. One important fact occurred between the two periods of the Commission's work; that was the Treaty of 5 November 1842, ratified on 5 February 1843, which laid down the general lines to be followed by the Commission in the fulfilment of its mission.

When the Mixed Commission established by the Treaty of London of 19 April 1839 came, in the course of its work, to the sectors of the communes of Baarle-Nassau and Baerle-Duc, it encountered serious and special difficulties in continuing the frontier line which it had until then been able to draw. The Belgian Commissioners indicated that, in view of the instructions which they had received, they were obliged to maintain the *status quo* so far as the Belgian commune of Baerle-Duc was concerned (letter of the President of the Belgian Commission to the President of the Netherlands Commission of 4 September 1841).

The Commissioners deputed by the Mixed Commission, having met at Achel, on 26 October 1841 (175th meeting), recorded that being unable "to apply to the delimitation between the communes of Baarle-Nassau and Baerle-Duc the same methods and types of operations as had been used for the rest of the frontier line, [they] had agreed in these special circumstances to proceed in the following

borne ... à reconnaître et constater quelles sont les parcelles, soit propriétés bâties, soit terres labourables, prés, jardins, vergers, bois, bruyères, etc., qui appartiennent aux Pays-Bas ou à la Belgique, c'est-à-dire aux communes de Baarle Nassau ou Baarle Duc. » Pour ce travail, le Procès-verbal communal de 1836-1841 est pris « pour base de la séparation des territoires des deux communes... En conséquence, il est ... accepté de part et d'autre par les délégués de la Commission mixte que le territoire de la commune de Baarle Nassau se compose de toutes les parcelles sous les numéros suivants :

.....
 Section A, dite Zondereijgen.

1, 4, 5 et 62 à 67 inclus; 78 à 111 inclus; 113, 127 etc. » (contre-mémoire, annexe XXVII a, pp. 57-58).

Par cette décision prise avec l'intervention du commissaire belge, le vicomte Vilain XIII, la sous-commission attribue les parcelles en cause à Baarle-Nassau.

Une lettre du vicomte Vilain XIII, du jour suivant, le 27 octobre 1841, adressée au bourgmestre de Baerle-Duc, le prie de lui faire connaître si les parcelles 91 et 92 appartiennent à Baerle-Duc car, selon le procès-verbal de délimitation de la commune de Baarle-Nassau, elles appartiennent à Baerle-Duc; « le procès-verbal de notre commune n'en fait pas mention », ajoute cette lettre (contre-mémoire, annexe XXII, p. 51). La réponse à cette lettre ne figure pas dans le dossier.

La lettre du vicomte Vilain XIII, se référant à un procès-verbal de délimitation de la commune de Baarle-Nassau, n'a pu faire allusion au Procès-verbal de 1836-1841 de cette commune, dont l'original déposé au Greffe établit que les parcelles n^{os} 91 et 92 appartiennent à Baarle-Nassau. En affirmant dans sa lettre que « le procès-verbal de notre commune n'en fait pas mention », il acceptait que selon ce procès-verbal les parcelles en question revenaient à Baarle-Nassau. Cette lettre est une preuve corroborante que les exemplaires originaux déposés aux deux communes concordaient sur ce point.

Dans une annexe à un rapport du président de la Commission néerlandaise de délimitation au ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, du 31 octobre 1841, il est dit qu'il est arrêté, à Achel, de part et d'autre par les délégués de la Commission mixte que les territoires des deux communes se composent des parcelles indiquées dans un tableau qu'il inclut à son rapport. D'après ce tableau, à la Section A, dite Zondereijgen, il est rapporté que les parcelles 91 et 92 appartiennent à la Belgique. Le président néerlandais, ce faisant, ne rapportait pas exactement la décision prise à Achel sur les parcelles litigieuses.

way... They would confine themselves ... to ascertaining and recording which plots, whether built-up property, arable land, meadows, gardens, orchards, woods or heathland, etc., belonged to the Netherlands, and which to Belgium, that is, to the communes of Baarle-Nassau and Baerle-Duc." For the purpose of this work, the Communal Minute of 1836-1841 was "taken as the basis of the division of the territories of the two communes... Accordingly it was ... agreed by the delegates of the Mixed Commission that the territory of the ... commune of Baarle-Nassau included all the plots under the following numbers:

.

Section A, known as Zondereygen.
 1, 4, 5 and 62 to 67 inclusive; 78 to 111 inclusive; 113, 127 etc."
 (Counter-Memorial, Annex XXVII a, pp. 57-58).

By this decision, in which the Belgian Commissioner Viscount Vilain XIII collaborated, the Sub-Commission attributed the disputed plots to Baarle-Nassau.

A letter of Viscount Vilain XIII, of the following day, 27 October 1841, addressed to the burgomaster of Baerle-Duc, asked the latter to inform him whether plots 91 and 92 belonged to Baerle-Duc for, according to the boundary minute of the commune of Baarle-Nassau, they belonged to Baerle-Duc; the minute of our commune does not refer to them, added the letter (Counter-Memorial, Annex XXII, p. 51). The reply to that letter has not been placed before the Court.

The letter of Viscount Vilain XIII, referring to a boundary minute of the commune of Baarle-Nassau, cannot have been alluding to that commune's Minute of 1836-1841, the original of which has been deposited in the Registry and establishes that plots 91 and 92 belong to Baarle-Nassau. The assertion in his letter that "the minute of our commune does not refer to them" shows that he recognized that according to that minute the plots in question were attributed to Baarle-Nassau. This letter is evidence corroborating the fact that the original copies deposited in the two communes were in agreement on this point.

In an Annex to a Report sent to the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands on 31 October 1841, by the President of the Dutch Boundary Commission, it is said that it had been mutually agreed at Achel by the delegates of the Mixed Commission that the territories of the two communes consisted of the plots indicated in a table appended to the Report. According to this table, in Section A, known as Zondereygen, it is stated that plots 91 and 92 belong to Belgium. The Dutch President in so stating was not accurately reporting the decision which had been taken at Achel with regard to the disputed plots.

Le 1^{er} décembre 1841, la Commission mixte prend connaissance de la difficulté qui empêche les commissaires désignés de procéder à la délimitation continue entre Baarle-Nassau et la Belgique. Une telle difficulté résulte de la situation toute spéciale des territoires de Baarle-Nassau et Baerle-Duc, composés de parcelles entremêlées. Il est arrêté que l'on procédera à la vérification du travail de sous-commissions destinées à constater la souveraineté de chaque Puissance sur les parcelles qui forment les territoires de ces communes (contre-mémoire, annexe XXVI, p. 55).

La Commission mixte plénière, un mois après la décision d'Achel, le 2 décembre 1841, après discussion et vu les propositions des commissaires délégués, arrête la disposition suivante pour la séparation des territoires des communes en question :

« Paragraphe 1. — Une délimitation proprement dite ne pouvant s'effectuer entre ces deux communes, sans rencontrer les plus grandes difficultés, l'on se borne à reconnoître et à désigner les parcelles consistant en propriétés bâties ou non bâties qui appartiennent à la commune de Baarle Nassau (Pays-Bas) et à celle de Baarle-Duc (Belgique). » (Contre-mémoire, annexe XXVII, p. 56.)

La décision du 4 décembre 1841, prise par la Commission tout entière (176^{me} séance), en reconnaissant pour chacun des deux États les parcelles qui doivent leur appartenir, en les désignant par leur numéro et section de cadastre, inclut dans la section A, dite Zondereygen, entre autres, « les parcelles n^{os} 78 à 111 inclus » comme appartenant à Baarle-Nassau (mémoire, annexe VI, p. 23).

Donc, au moment où la Commission mixte ajourne ses travaux, le 18 février 1842, elle avait décidé que les parcelles étaient néerlandaises (contre-mémoire, annexe XXXI, p. 64). Les doutes soulevés par la lettre du vicomte Vilain XIII étaient complètement dissipés. Il n'y avait aucune incertitude, à cette date, à l'égard de la souveraineté néerlandaise sur les parcelles.

* * *

La Commission mixte reprend ses travaux le 23 février 1843 (contre-mémoire, annexe XXXII, p. 65). Les travaux devaient être terminés dans trois mois; ils en ont cependant duré quatre. La Commission prend alors connaissance du Traité du 5 novembre 1842, dont l'article 14 prescrit le maintien du *statu quo* entre les deux communes. La question de la délimitation de la frontière demeurait ouverte. On convient d'initier les travaux par la revision définitive des procès-verbaux descriptifs de la limite et on décida que les sous-commissions seraient chargées de reviser le travail (contre-mémoire, annexe XXXII, p. 65).

On 1 December 1841, the Mixed Commission studied the difficulty which prevented the Commissioners appointed from establishing a continuous frontier between Baarle-Nassau and Belgium. This difficulty arose from the particular character of the territories of Baarle-Nassau and Baerle-Duc which were made up of intermingled parcels. It was decided to proceed to a verification of the work of Sub-Commissions designated to record the sovereignty of each Power over the various plots making up the territories of the two communes (Counter-Memorial, Annex XXVI, p. 55).

One month after the Achel decision, on 2 December 1841, a plenary meeting of the Mixed Commission, after discussion and having regard to the proposals of the delegates of the Commission, decided upon the following provision for the division of the territories of the communes in question:

“Paragraph 1.—It not being possible without the very greatest difficulty to effect a delimitation properly so called as between these two communes, all that can be done is to recognize and to designate the plots consisting of built or unbuilt property which belong respectively to the commune of Baarle-Nassau (Netherlands) and to the commune of Baarle-Duc (Belgium).” (Counter-Memorial, Annex XXVII, p. 56.)

The decision of 4 December 1841, by the Plenary Commission (176th meeting), in recording the plots which should belong respectively to each of the two States, designating them by their survey sections and numbers, included in Section A, known as Zondereygen, *inter alia* “the plots numbered 78 to 111 inclusive” as belonging to Baarle-Nassau (Memorial, Annex VI, p. 23).

Thus, at the time when the Mixed Commission adjourned its work on 18 February 1842, it had decided that the plots were Dutch (Counter-Memorial, Annex XXXI, p. 64). The doubts raised by the letter of Viscount Vilain XIII had been entirely dissipated. There was no uncertainty, at that date, with regard to Dutch sovereignty over the plots.

* * *

The Mixed Commission resumed its work on 23 February 1843 (Counter-Memorial, Annex XXXII, p. 65). Its work was to be completed within three months; it went on, however, for four months. The Commission then had before it the Treaty of 5 November 1842, Article 14 of which laid down the maintenance of the *status quo* for the two communes. The question of the delimitation of the frontier remained open. It was decided to begin work with the definitive revision of the descriptive minutes of the boundary and that the Sub-Commissions should be entrusted with the task of revision (Counter-Memorial, Annex XXXII, p. 65).

Lors de la séance du 3 mars 1843, la Commission mixte adopte les règles suivantes sur la méthode et la procédure de son travail :

« 1° MM. les présidents prendront immédiatement des mesures pour la confection et la mise au net des plans parcellaires devenus nécessaires par suite du Traité du 5 novembre 1842.

2° Les procès-verbaux descriptifs seront revus et complétés par une ou plusieurs sous-commissions qui soumettront le résultat de leurs travaux à l'approbation de la Commission mixte.

5° Afin de réduire les écritures le plus possible et d'éviter des collationnements très longs et souvent imparfaits, les procès-verbaux descriptifs, dont il faudra un assez grand nombre de copies, seront autographiés et tirés à frais communs à 50 exemplaires dont 25 pour chaque commission. » (Contre-mémoire, annexe XXXIII, p. 66.)

On établit ainsi une division du travail. N'oublions pas que le Procès-verbal descriptif a 142 articles et qu'on devait terminer avant trois mois.

Le 4 avril 1843 (225^{me} séance), la Commission arrête une résolution qui comprend deux articles, dont le premier seul intéresse l'affaire, et qui seront annexés au procès-verbal de cette séance. Par suite de cette résolution, les décisions concernant les communes de Baarle-Nassau et Baarle-Duc qui sont insérées dans les procès-verbaux des 175^{me} et 176^{me} séances sont annulées. En conséquence, les décisions prises le 26 octobre, le 2 et le 4 décembre 1841 sont laissées sans effet. Une telle annulation était la conséquence immédiate de l'adoption à cette même séance du Procès-verbal communal de 1836-1841 pour constater le *statu quo* qui devrait être maintenu en vertu de l'article 14 du Traité du 5 novembre 1842. La proclamation du maintien du *statu quo* obligea, naturellement, la Commission mixte à reviser ce qui avait été convenu antérieurement à l'égard des parcelles des deux communes — en dérogation au *statu quo* ; elle maintenait tout ce qu'elle avait décidé sur la base du *statu quo*. La résolution du 4 avril 1843 — et il faut la transcrire intégralement, vu son extrême importance, car elle constituera la première partie de l'article 90 du Procès-verbal descriptif de la Convention de 1843 — est la suivante :

« Article 90
Communes de
Baarle-Duc (Belgique) et
Baarle-Nassau (Pays-Bas)

§ 1^{er}. La limite, après avoir séparé la commune de Poppel (Belgique), de celle d'Alphen (Pays-Bas), rencontre, au point décrit à la fin de l'article précédent, le territoire composant les communes de Baarle-Duc et Baarle-Nassau.

At the meeting on 3 March 1843, the Mixed Commission adopted the following rules relating to the method to be adopted and the procedure to be followed:

“(1) The Presidents shall take immediate steps for the preparation of accurate copies of the maps of plots necessitated as a result of the Treaty of 5 November 1842.

(2) The descriptive minutes shall be revised and completed by one or more Sub-Commissions which shall submit the result of their work for the approval of the Mixed Commission.

.....

(5) In order to reduce writing as much as possible and to avoid very lengthy and often imperfect collating, the descriptive minutes, of which a considerable number of copies will be required, will be duplicated and run off, the costs being shared, in 50 copies, 25 for each Commission.” (Counter-Memorial, Annex XXXIII, p. 66.)

The work was thus being divided. It should not be forgotten that the Descriptive Minute contains 142 articles and that the work was to be completed within three months.

On 4 April 1843 (225th meeting), the Commission adopted a resolution containing two articles of which the first alone is relevant to the case; the articles were to be annexed to the minutes of that meeting. As a result of that resolution, the decisions relating to the communes of Baarle-Nassau and Baarle-Duc, set out in the minutes of the 175th and 176th meetings, were cancelled. As a result, the decisions taken on 26 October and on 2 and 4 December 1841 were rendered ineffective. This cancellation was the immediate consequence of the adoption at that same meeting of the Communal Minute of 1836-1841, as a record of the *status quo*, which had to be maintained in virtue of Article 14 of the Treaty of 5 November 1842. The proclamation of the maintenance of the *status quo* obviously compelled the Mixed Commission to revise everything that had previously been agreed upon with regard to the plots of the two communes in derogation of the *status quo*; it maintained everything that had been decided on the basis of the *status quo*. The resolution of 4 April 1843—which will be set out in full having regard to its extreme importance, for it was to constitute the first part of Article 90 of the Descriptive Minute of the 1843 Convention—was as follows:

“Article 90
Communes of
Baarle-Duc (Belgium) and
Baarle-Nassau (Netherlands)

Paragraph 1. The boundary line, after separating the commune of Poppel (Belgium) from the commune of Alphen (Netherlands) touches, at the point described at the end of the previous Article, the territory composing the communes of Baarle-Duc and Baarle-Nassau.

En ce qui concerne ces deux communes, les commissaires démarcateurs :

Vu l'article 14 du Traité du 5 novembre 1840 deux ainsi conçu :

« *Le statu quo sera maintenu, tant à l'égard des villages de Baarle-Nassau (Pays-Bas) et Baarle-Duc (Belgique), que par rapport aux chemins qui les traversent.* »

Considérant que l'état actuel des lieux, maintenu par la disposition de l'article quatorze précité, ne permet pas de procéder à la délimitation régulière des deux communes dont il est question ;

Considérant, néanmoins, qu'il peut être utile de constater ce qui a été contradictoirement établi par le procès-verbal du vingt-neuf novembre 1836, arrêté et signé le vingt-deux mars 1840 et un par les autorités locales des deux communes ;

DÉCIDENT :

a) Ledit procès-verbal, constatant les parcelles dont se composent les communes de Baarle-Duc et de Baarle-Nassau, est transcrit, mot à mot, dans le présent article.

b) Un plan spécial, en quatre feuilles, comprenant le parcellaire, tout entier, des deux communes est dressé à l'échelle du dix-millième et à ce plan sont annexées deux feuilles détachées représentant, à l'échelle du deux mille cinq centième, les parties de ces communes qu'une échelle, plus petite, ne permet pas d'exprimer avec clarté.

(*Le procès-verbal, dont il est parlé plus haut, sera inséré ici textuellement.*) »

Par l'effet de cette résolution adoptant le Procès-verbal communal de 1836-1841, les parcelles litigieuses étaient incorporées à la commune de Baarle-Nassau. Une disposition de ce procès-verbal indiquait textuellement : « Les parcelles n^{os} 78 à 111 inclus appartiennent à la Commune de Baarle Nassau. » Le 4 avril 1843, la Commission mixte, en décidant de maintenir le *statu quo*, admettait la souveraineté néerlandaise sur les parcelles. Elle a fait de cette résolution un choix irrévocable. Après cette date, aucune autre résolution ne fut prise par la Commission mixte à cet égard.

Le contenu du *statu quo* que la Commission mixte venait d'adopter était aussi accepté par le ministre de Belgique à La Haye, dans la lettre du 26 juin 1843 adressée au ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. Il réclame, au nom des habitants de la commune de Baarle-Duc, un certain droit de jouissance sur les bruyères que possédait le prince Frédéric des Pays-Bas. Parmi ces biens figurait la parcelle n^o 91. Le ministre de Belgique ajouta dans sa lettre :

« Si cette question se présentait pour des terrains belges, sa solution serait facile, car les articles 8 et 10 de la loi du 28 août 1792, garantiraient formellement les droits de Baarle Duc. » (Contre-mémoire, annexes XLI et XLI a.)

As regards these two communes, the boundary commissioners:

Having regard to Article 14 of the Treaty of 5 November 1842, worded as follows:

'The status quo shall be maintained both with regard to the villages of Baarle-Nassau (Netherlands) and Baarle-Duc (Belgium) and with regard to the ways crossing them.'

Whereas the present situation of these places, maintained by the provisions of Article 14 referred to above, does not allow of a regular delimitation of the two communes in question;

Whereas it may nevertheless be useful to record what was established, after discussion, by the Minute of 29 November 1836, agreed and signed on 22 March 1841 by the local authorities of the communes;

DECIDE:

(a) The above-mentioned Minute, recording the plots composing the communes of Baarle-Duc and Baarle-Nassau, is transcribed word for word in the present Article.

(b) A special map, in four sheets, showing the whole detailed survey plot by plot of the two communes, is drawn up on a scale of 1 : 10,000 and to this map are annexed two separate sheets showing, on a scale of 1 : 2,500, those parts of the communes which a smaller scale would not show sufficiently clearly.

(The Minute referred to above will here be inserted textually.)'

As a result of this resolution adopting the Communal Minute of 1836-1841, the disputed plots were incorporated in the commune of Baarle-Nassau. A provision of this minute stated in terms: "Plots 78 to 111 inclusive belong to the commune of Baarle-Nassau." The Mixed Commission, on 4 April 1843, in deciding to maintain the *status quo*, recognized Dutch sovereignty over the plots. In this resolution it irrevocably made its choice. After that date no other resolution was adopted by the Mixed Commission on this point.

The content of the *status quo* which had thus been adopted by the Mixed Commission was also accepted by the Belgian Minister at The Hague in a letter of 26 June 1843 to the Minister for Foreign Affairs of the Netherlands. He laid claim, on behalf of the inhabitants of the commune of Baarle-Duc, to a certain right to the use of heath in the possession of Prince Frederick of the Netherlands. The property in question included plot 91. The Belgian Minister added in his letter:

"If the question arose in respect of Belgian territory, its solution would be simple, as Articles 8 and 10 of the Law of 28 August 1792 would formally guarantee the rights of Baarle-Duc."
(Counter-Memorial, Annexes XLI and XLI a.)

* * *

Pour apprécier la portée juridique de la résolution du 4 avril 1843 du point de vue du présent différend, il convient d'analyser son contenu. Cette résolution est un accord qui a été rendu selon la libre volonté concordante des autorités déléguées par les deux Gouvernements pour fixer le *statu quo* et la situation des deux communes et qui doit déployer tous ses effets.

Une fois incorporée à l'article 90 du Procès-verbal descriptif, cette résolution est devenue une disposition de la Convention de 1843. Il en est de même du Procès-verbal communal dont le texte devait être reproduit textuellement.

Il ressort de la résolution précitée que les commissaires démarcateurs, en raison de l'article 14 du Traité du 5 novembre 1842, devaient maintenir le *statu quo* existant à l'égard des deux communes. Cette méthode respectait la situation interne et préexistante entre elles. C'est le fondement du principe de *l'uti possidetis*, procédé naturel et commode. A partir du 4 avril, le *statu quo* sur les parcelles des deux communes restait fixé.

D'autre part, comme le remarque la résolution indiquée, il y avait impossibilité de procéder à la délimitation régulière des deux communes. Il y avait deux impossibilités pour établir une limite: une légale (article 14) et l'autre physique (configuration des deux territoires enclavés et enchevêtrement des parcelles entre elles), ce qui décida la Commission mixte à adopter le Procès-verbal communal de 1836-1841 pour constater les parcelles appartenant aux deux communes, lequel devait être transcrit « mot à mot » dans le Procès-verbal descriptif. Le texte de ce Procès-verbal, malgré une note finale de la résolution du 4 avril 1843, ne fut jamais incorporé textuellement au procès-verbal de cette séance de la Commission mixte.

Le Procès-verbal communal qui devait être transcrit mot à mot à l'article 90 du Procès-verbal descriptif était celui qui fut contradictoirement établi le 29 novembre 1836, arrêté et signé le 22 mars 1841 par les deux communes. C'est une copie authentique de ce Procès-verbal qui devait s'incorporer à l'article 90, car c'était le document qui faisait pleine foi et pleine preuve du *statu quo* des parcelles entre les deux municipalités — telle étant la volonté des commissaires démarcateurs, et c'est sur cet objet qu'était intervenu leur consentement. Or, ce Procès-verbal communal n'a pas été reproduit « mot à mot » à l'article 90 du Procès-verbal descriptif de la délimitation entre les Royaumes des Pays-Bas et de la Belgique, comme l'avait décidé la Commission mixte. Dans le Procès-verbal communal, dont l'exemplaire original a été déposé au dossier, les parcelles en cause sont déclarées comme appartenant à Baarle-Nassau, tandis que le Procès-verbal de l'article 90 les attribue à Baerle-Duc, comme conséquence de la reproduction d'un document qui n'est pas le Procès-verbal communal de 1836-1841.

* * *

In order to appreciate the legal scope of the resolution of 4 April 1843, from the point of view of the present dispute, it is necessary to analyze its content. The resolution is an agreement reached in accordance with the free and concordant wills of the authorities deputed by the two Governments to fix the *status quo* and the situation of the two communes, and it must exercise its full effects.

Once embodied in Article 90 of the Descriptive Minute, this resolution became a provision of the 1843 Convention. The same is true of the Communal Minute, the wording of which was to be exactly reproduced.

It is clear from the resolution that the Boundary Commissioners, in view of Article 14 of the Treaty of 5 November 1842, were to maintain the *status quo* in regard to the two communes. This method respected the local and pre-existing situation between them. It is the basis of the principle of *uti possidetis*, an obvious and convenient procedure. As from 4 April, the *status quo* for the plots of the two communes remained fixed.

Moreover, as was observed in that resolution, there was no possibility of demarcating the boundaries of the two communes in a regular way. This was impossible for two reasons—one legal (Article 14) and the other physical (the conformation of the two enclaved territories and the intermingling of the plots), and this decided the Mixed Commission to adopt the Communal Minute of 1836-1841 in order to determine which plots belonged to each of the two communes; this was to be transcribed "word for word" in the Descriptive Minute. The text of this Minute, despite a final note in the resolution of 4 April 1843, was never incorporated verbatim in the minutes of that meeting of the Mixed Commission.

The Communal Minute, which was to be transcribed word for word in Article 90 of the Descriptive Minute, was the one drawn up after discussion on 29 November 1836, and agreed and signed on 22 March 1841 by the two communes. It was an authentic copy of that Minute which was to be incorporated in Article 90, for that was the document which was authoritative and which evidenced the *status quo* of the plots as between the two communes—such was the intention of the Boundary Commissioners and it was to that that they had given their consent. Now that Communal Minute was not reproduced "word for word" in Article 90 of the Descriptive Minute of the delimitation between the Kingdoms of the Netherlands and Belgium, as had been decided by the Mixed Commission. In the Communal Minute, an original copy of which has been produced, the disputed plots are declared to belong to Baarle-Nassau, while the Minute in Article 90 assigns them to Baerle-Duc, as the result of the reproduction of a document which is not the Communal Minute of 1836-1841.

L'article 90 du Procès-verbal descriptif comprend deux parties: la première est le texte de la résolution du 4 avril 1843, et la seconde partie est l'insertion du Procès-verbal communal de 1836-1841. C'est une compilation de deux actes provenant d'autorités différentes: la Commission mixte et les autorités des communes de Baarle-Nassau et de Baarle-Duc. La seconde partie n'a pas été exécutée conformément à la première partie qui est la reproduction de la résolution prise le 4 avril; au lieu d'incorporer une copie de l'original du Procès-verbal communal de 1836-1841, on mit à sa place une copie d'un autre procès-verbal communal, différent de celui que la Commission mixte avait décidé d'adopter. Il y a donc eu une mise en œuvre erronée et vicieuse d'une disposition de la Convention (article 90 du Procès-verbal descriptif). La volonté des Parties n'a pas été respectée. Cette exécution imparfaite n'équivaut pas à une révision de cette disposition conventionnelle, laquelle n'a pas été envisagée par la Commission mixte ni arrêtée par celle-ci postérieurement. La Commission mixte n'est pas revenue sur sa résolution du 4 avril et aucune modification n'a été apportée à son texte. Quand elle faisait un changement dans ses décisions — comme lorsqu'elle a passé en revue les articles 50 à 112 du Procès-verbal descriptif, séance du 12 juin 1843 — ce changement était dûment mentionné dans le procès-verbal de la séance (contre-mémoire, annexe XXXVII, p. 76).

Aucune preuve n'a été apportée pour justifier la modification du texte original par un autre texte postérieur. La copie qu'on invoque comme ayant servi de base au Procès-verbal communal inséré à l'article 90 n'a pas été versée au dossier. Il n'y a donc aucune preuve d'une modification voulue sur ce point et la résolution formelle et claire de la Commission mixte incorporée à l'article 90 n'a été rapportée ni abrogée à aucun moment. C'est donc cette disposition conventionnelle qui doit régler la divergence signalée entre le Procès-verbal communal et le procès-verbal communal transcrit à l'article 90 du Procès-verbal descriptif. L'erreur purement matérielle de transcription d'un texte pour un autre doit être reconnue devant les preuves complètes et décisives produites par le Gouvernement néerlandais. Un acte juridique authentique a été remplacé par un acte non authentique, différent de celui qui avait été convenu par les Parties. Le procès-verbal communal incorporé à l'article 90 est une copie d'un acte non authentique; il n'y a aucune preuve de son existence. Aucun doute n'est permis sur l'existence d'une divergence entre les textes des deux procès-verbaux; il suffit de comparer le texte original avec le texte transcrit: le texte original a une valeur juridique exclusive et certaine et doit prévaloir sur le texte de l'article 90.

La confrontation des deux textes néerlandais de ce procès-verbal de l'article 90 démontre lui-même une autre divergence à l'alinéa qui se rapporte aux parcelles en cause.

Article 90 of the Descriptive Minute is in two parts: the first is the text of the resolution of 4 April 1843, and the second is the insertion of the Communal Minute of 1836-1841. It is a compilation of two instruments originating from different authorities: the Mixed Commission and the authorities of the communes of Baarle-Nassau and Baerle-Duc. The second part was not carried out in conformity with the first part, which is the reproduction of the resolution passed on 4 April; instead of incorporating a copy of the original of the Communal Minute of 1836-1841, there was put in its place a copy of another communal minute differing from that which the Mixed Commission had decided to adopt. There was thus an incorrect and vitiating implementation of a provision of the Convention (Article 90 of the Descriptive Minute). The intention of the Parties was not respected. This incorrect implementation does not amount to a revision of this conventional provision, such revision not having been envisaged by the Mixed Commission, nor decided upon by it subsequently. The Mixed Commission did not go back upon its resolution of 4 April and no change was made in its text. Whenever it changed any of its decisions—as when it reconsidered Articles 50 to 112 of the Descriptive Minute at its meeting on 12 June 1843—the change was duly noted in the minutes of the meeting (see Counter-Memorial, Annex XXXVII, p. 76).

No evidence has been adduced to justify the modification of the original text by a later and different text. The copy invoked as having served as the basis for the Communal Minute inserted in Article 90 has not been produced. There is therefore no evidence of any intentional modification on this point, and the clear and formal resolution of the Mixed Commission incorporated in Article 90 was never at any time rescinded or revoked. It is therefore this conventional provision which must govern the discrepancy pointed out between the Communal Minute and the communal minute transcribed in Article 90 of the Descriptive Minute. The purely clerical error in the transcription of one text for another must be recognized in the light of the complete and decisive evidence adduced by the Netherlands Government. An authentic legal instrument was replaced by a non-authentic instrument differing from that which had been agreed by the Parties. The communal minute incorporated in Article 90 is a copy of a non-authentic instrument; there is no evidence of its existence. As to the existence of a discrepancy between the texts of the two minutes, no doubt is possible; the original text has only to be compared with the text transcribed; the original text has an exclusive and certain legal validity and must prevail over the text of Article 90.

A comparison of the two Dutch texts of this minute of Article 90 reveals another discrepancy in the paragraph relating to the plots in issue.

Le texte produit par la Belgique dit : « *De perceelen nummer 91 en 92 behoren tot de gemeente Baerle-Hertog.* »

Le texte produit par les Pays-Bas est le suivant : « *De perceelen n° 91 en 92 behooren tot Baarle-Hertog.* »

Dans le dernier texte, les mots « de gemeente » ont été supprimés. Cette constatation permet d'affirmer que les deux secrétaires communaux ont certifié deux textes différents et que les commissaires délégués pour le collationnement des deux textes n'ont pas rempli leur tâche avec le soin voulu.

Cette variante de deux textes de l'article 90 du Procès-verbal descriptif, attribuant les parcelles soit à *la commune de Baerle-Duc*, soit à *Baarle-Duc*, quand, tout au long du texte du Procès-verbal descriptif, les parcelles sont toujours assignées à une commune (gemeente), doit s'expliquer comme une interpolation dans le texte du Procès-verbal communal de 1836-1841 versé au dossier.

Une fois qu'elle acceptait le texte du Procès-verbal communal de 1836-1841 pour décider en quoi consistait le *statu quo*, la Commission mixte ne pouvait rectifier ce Procès-verbal sans l'intervention des autorités communales. La Commission se reportait à un acte intercommunal afin d'établir le *statu quo* qu'elle voulait transcrire mot à mot dans le Procès-verbal descriptif ; elle prescrivait la reproduction textuelle de ce document. En principe, seuls les organes qui ont fait un acte juridique sont compétents pour le modifier ou l'amender. Du reste, ledit Procès-verbal communal indique la procédure qui doit être suivie pour corriger les erreurs qu'il peut contenir et la qualité des preuves à faire valoir dans cette circonstance. La Commission mixte, si elle avait eu l'intention de corriger le Procès-verbal communal au moment d'incorporer celui qu'elle a placé à l'article 90 du Procès-verbal descriptif, aurait dû le qualifier de procès-verbal amendé de reconnaissance des limites exactes entre les communes de Baarle-Nassau, province du Brabant septentrional, et de Baerle-Duc, province d'Anvers. La Commission ne l'a pas fait. Elle a, au contraire, fait certifier un certain procès-verbal communal par les secrétaires des deux communes. Il est évident que la Commission mixte ne pouvait, sans commettre une falsification matérielle, transcrire comme copie authentique d'un acte juridique déterminé un acte qu'elle avait au préalable modifié secrètement. Dès ce moment, l'acte transcrit et incorporé à l'article 90 n'était plus le Procès-verbal communal de 1836-1841, mais un autre procès-verbal dont l'existence est restée inconnue. Il faut conclure que la Commission mixte, placée tout au sommet de la hiérarchie, n'avait pas la capacité de modifier ledit Procès-verbal communal et de le faire passer ensuite comme le Procès-verbal de 1836-1841. On ne peut exprimer que l'on va faire une citation concrète et précise et, par la suite, présenter sous cette étiquette un texte qui ne concorde pas avec l'original. La Commission mixte n'a pas eu l'intention ni la volonté de procéder ainsi.

The text produced by Belgium reads: "*De parceelen nummer 91 en 92 behoren tot de gemeente Baerle-Hertog.*"

The text produced by the Netherlands is as follows: "*De parceelen no. 91 en 92 behooren tot Baarle-Hertog.*"

In the latter version, the words "de gemeente" have been omitted. This observation makes it possible to assert that the two communal secretaries certified two different texts and that the Commissioners deputed to collate the two texts did not perform their task with the requisite care.

This variation in the two texts of Article 90 of the Descriptive Minute, attributing the plots in one case to *the commune of Baerle-Duc*, in the other to *Baarle-Duc*, whereas, throughout the text of the Descriptive Minute, the plots are otherwise invariably assigned to a commune (*gemeente*), can only be explained as an interpolation inserted in the text of the Communal Minute of 1836-1841 which has been produced.

Once it had accepted the text of the Communal Minute of 1836-1841 as decisive on the *status quo*, the Mixed Commission could not alter that Minute without the intervention of the Communal authorities. The Commission referred to an intercommunal instrument for the purpose of establishing the *status quo* which it desired to be transcribed word for word in the Descriptive Minute; it prescribed the exact reproduction of that document. In principle, the organs which have drawn up a legal instrument are alone competent to modify or amend it. Furthermore, this Communal Minute indicated the procedure to be followed for the correction of mistakes which it might contain and the kind of evidence to be produced in such circumstances. The Mixed Commission, if it had had the intention of correcting the Communal Minute at the time of the incorporation of that inserted in Article 90 of the Descriptive Minute, should have described it as an amended minute recognizing the exact boundaries between the communes of Baarle-Nassau, province of North Brabant, and Baerle-Duc, province of Antwerp. The Commission did not do so. On the contrary, it secured the certification of a certain communal minute by the secretaries of the two communes. It is obvious that the Mixed Commission could not, without being guilty of material falsification, transcribe as a genuine copy of a given legal instrument an instrument which it had previously secretly altered. From that moment, the instrument transcribed and incorporated in Article 90 was no longer the Communal Minute of 1836-1841, but another minute the existence of which is unknown. It must be concluded that the Mixed Commission, though at the top of the hierarchy, was not competent to alter the Communal Minute and subsequently to pass it off as the Minute of 1836-1841. It is not permissible to state that one is going to make a specific and accurate quotation and then present under that name a text which does not accord with the original. The Mixed Commission had neither the intention nor the desire to act in this way.

* * *

Il est incontestable — comme l'admettent les Parties — qu'il y a entre le procès-verbal incorporé à l'article 90 et le Procès-verbal communal de 1836-1841 une divergence sur le point de l'attribution des parcelles litigieuses.

Les explications présentées par les Parties sur l'origine de cette divergence ne dépassent pas la phase de la simple hypothèse. Aucune des deux versions n'a le soutien de preuves irréprochables et décisives. Ce sont des conjectures, des produits de l'esprit et des présomptions sur des faits contestables. Elles doivent donc être écartées.

D'autre part, pour la décision de la présente affaire, il n'est pas nécessaire de connaître ni d'établir la genèse de la variante signalée entre les deux textes des procès-verbaux ; il suffit de constater que celle-ci existe.

Le Gouvernement néerlandais en a fait la preuve.

Le Gouvernement belge soutient que c'est volontairement qu'on a écarté le Procès-verbal authentique ; les Parties auraient décidé d'insérer à l'article 90 le texte transcrit. Une telle intention, si elle a existé, n'a jamais, en aucune circonstance, été consignée dans un acte quelconque. Silence complet sur ce point, soit dans les procès-verbaux des séances de la Commission mixte, soit dans le Procès-verbal descriptif.

Ce Gouvernement ajoute que les Parties sont tombées d'accord pour adopter le Procès-verbal tel qu'il est transcrit à l'article 90. Une telle affirmation est contraire au texte formel de la résolution du 4 avril 1843, qui est devenue une disposition conventionnelle, laquelle a décidé que le procès-verbal à transcrire à l'article 90 serait « ledit Procès-verbal », c'est-à-dire le Procès-verbal communal de 1836-1841, et non un autre procès-verbal. Or, c'est précisément un autre procès-verbal non authentique qu'a incorporé à son texte l'article 90. Par ce fait, le consentement des Parties intervenu lors de la résolution du 4 avril n'a pas été respecté. La Convention de 1843 n'a pu couvrir le défaut d'exécution d'une disposition de l'article 90 et lui donner force de loi. La loi n'a pu reconnaître qu'une copie d'un acte inconnu peut faire foi contre l'exemplaire authentique d'un acte que cette même loi a choisi comme preuve du *statu quo*. L'objet du consentement des Parties était de retenir le *statu quo* constaté par le Procès-verbal communal de 1836-1841 ; ce consentement n'est pas intervenu sur un autre objet.

* * *

Le président de la commission néerlandaise de délimitation adresse, le 14 juillet 1843, une lettre au conseiller d'État, gouver-

* * *

It is beyond dispute—as the Parties recognize—that there is a discrepancy between the minute incorporated in Article 90 and the Communal Minute of 1836-1841 on the question of the attribution of the disputed plots.

The explanations submitted by the Parties with regard to the origin of this discrepancy do not get beyond the state of mere hypothesis. Neither of the two versions is supported by unquestionable and decisive evidence. All the time it is conjecture, inference and assumption on controversial facts. They cannot therefore be accepted.

On the other hand, for the decision of the present case, it is not necessary to know or to establish the genesis of the variation referred to between the two texts of the minutes; it is sufficient to note the existence of the discrepancy.

The Netherlands Government has proved its existence.

The Belgian Government contends that the departure from the authentic Minute was deliberate; its case is that the Parties decided to insert in Article 90 the text which was transcribed. Such an intention, if it ever existed, was never in any way recorded in any document. There is complete silence on the point, both in the minutes of the meetings of the Mixed Commission and in the Descriptive Minute.

The Belgian Government adds that the Parties reached agreement as to the adoption of the Minute in the form in which it was transcribed in Article 90. This assertion is contrary to the formal text of the resolution of 4 April 1843, which has become a conventional provision, and which decided that the minute to be transcribed in Article 90 was “the above-mentioned Minute”, that is, the Communal Minute of 1836-1841 and no other minute. But what was in fact incorporated in the text of Article 90 was another non-authentic minute. As a result of this, the consent of the Parties given at the time of the resolution of 4 April was not respected. The 1843 Convention cannot serve as a cloak for the failure to implement a provision of Article 90 and thus give binding force to what was done. Its provisions cannot have the effect that a copy of an unknown instrument is to be regarded as authoritative and prevailing against the authentic copy of an instrument chosen by it as evidence of the *status quo*. The subject-matter of the consent of the Parties was the maintenance of the *status quo* recorded by the Communal Minute of 1836-1841; that consent was not given in respect of any other subject-matter.

* * *

On 14 July 1843, the President of the Netherlands Boundary Commission addressed a letter to the Councillor of State, the

neur du Brabant septentrional, pour lui faire parvenir deux copies authentiques de la description des frontières telles qu'elles ont été définitivement arrêtées par la Commission mixte. Parmi les annexes à cette lettre figurait le texte de l'article 90 tel qu'il a été mentionné (résolution du 4 avril 1843), mais sans la transcription du Procès-verbal indiqué à la fin de cette résolution. Une telle transcription a sans doute paru inutile, vu que le Procès-verbal communal de 1836-1841 était bien connu par les autorités de la commune de Baarle-Nassau. On doit déduire que le texte actuel du Procès-verbal de l'article 90 n'a pas été connu à cette époque par les autorités de cette commune (contre-mémoire, annexe XXXVIII).

Par une lettre du 29 avril 1844, le conseiller d'État, gouverneur du Brabant septentrional, fait savoir au bourgmestre de Baarle-Nassau le placement prochain de bornes, en vertu du traité avec la Belgique, et lui fait connaître les parcelles où lesdites bornes devront être placées. Il joint à sa lettre une partie du procès-verbal de la délimitation, en tant que celui-ci a trait à cette commune. L'extrait de l'annexe de cette lettre consiste uniquement en la reproduction textuelle de la résolution du 4 avril 1843 (devenue la première partie de l'article 90), mais sans l'accompagner du texte du procès-verbal inséré à l'article 90 du Procès-verbal descriptif. Le bourgmestre de Baarle-Nassau, à cette occasion, n'a pu connaître le texte de ce procès-verbal tel qu'il est reproduit à l'article 90; il n'avait nullement besoin du texte du Procès-verbal que la résolution du 4 avril 1843 avait arrêté car il le connaissait parfaitement.

Il ressort clairement de ces deux lettres que ni le gouverneur du Brabant septentrional, en juillet 1843, ni le bourgmestre de Baarle-Nassau, en avril 1844, n'ont eu sous leurs yeux le texte apocryphe inséré à l'article 90.

* * *

Il est évident que la volonté des Parties n'a pas été respectée au moment de l'exécution de la première partie de l'article 90, en insérant à la suite un document autre que celui décidé par les commissaires démarcateurs. En conséquence, cette partie de la Convention de 1843 doit être rétablie selon le seul consentement acquis. Le procès-verbal de l'article 90 n'est pas celui qui doit fixer le *statu quo* des parcelles en cause; ce *statu quo* doit se régler suivant le Procès-verbal communal de 1836-1841. Ainsi en avait décidé irrévocablement la Commission mixte et la Convention de 1843 n'a pu contenir dans son texte une chose différente.

* * *

Si nous nous plaçons sur le terrain que seul le procès-verbal de l'article 90 fait foi, la revendication néerlandaise est encore pertinente.

Governor of North Brabant, transmitting to him two true copies of the description of the boundaries as definitively agreed by the Mixed Commission. Among the annexes to this letter was the text of Article 90 as referred to (resolution of 4 April 1843), but without the transcript of the Minute indicated at the end of that resolution. It doubtless appeared to be unnecessary to send a transcription in view of the fact that the Communal Minute of 1836-1841 was well known to the authorities of the commune of Baarle-Nassau. It must be inferred that the present text of the Minute of Article 90 was not at that time known to the authorities of that commune (Counter-Memorial, Annex XXXVIII).

In a letter of 29 April 1844, the Councillor of State, the Governor of North Brabant, informed the burgomaster of Baarle-Nassau of the impending placing of boundary marks in accordance with the Treaty with Belgium and told him which were the plots on which these boundary marks were to be placed. He attached to his letter a part of the boundary minute in so far as that minute related to that commune. The extract from the Annex to that letter consists only of the reproduction of the wording of the resolution of 4 April 1843 (which had become the first part of Article 90), without the text of the minute inserted in Article 90 of the Descriptive Minute. At this time the burgomaster of Baarle-Nassau could not have known the text of this minute as reproduced in Article 90; he had absolutely no need of the text of the Minute which the resolution of 4 April 1843 had decided upon because he knew it perfectly well.

It is clear from these two letters that neither the Governor of North Brabant, in July 1843, nor the burgomaster of Baarle-Nassau, in April 1844, had before them the apocryphal text inserted in Article 90.

* * *

It is quite clear that the intentions of the Parties were not respected at the time of the implementation of the first part of Article 90, when there was inserted after that part a document other than that decided upon by the Boundary Commissioners. This part of the 1843 Convention should therefore be restored in accordance with the sole consent given. The minute of Article 90 is not that which was to fix the *status quo* of the disputed plots; this *status quo* is to be governed by the Communal Minute of 1836-1841. This had been irrevocably decided by the Mixed Commission and the 1843 Convention could not contain in its text something different.

* * *

If the matter be approached from the point of view that only the minute of Article 90 is authoritative, the claim of the Netherlands is still apposite.

On doit rappeler que le Procès-verbal communal de l'article 90 du Procès-verbal descriptif, celui auquel la Convention se réfère, prévoit la possibilité de certaines modifications. En effet, ce Procès-verbal (de l'article 90), dans son avant-dernier alinéa, prévoit que les « erreurs qui pourraient être découvertes plus tard comme s'étant glissées dans ce Procès-verbal pourront être corrigées de part et d'autre, sous réserve cependant que la partie qui demande ou exige une correction, accompagne sa revendication de preuves claires et légales » (mémoire, annexe IV).

De cet alinéa, il ressort que le Procès-verbal de l'article 90 admet des modifications. Il établit même qui aura la charge de la preuve et la nature des preuves que les Parties devront invoquer pour redresser les erreurs ultérieurement décelées. Il y a donc une réserve expresse sur les erreurs consignées au procès-verbal de l'article 90, que peuvent invoquer soit le Gouvernement belge soit le Gouvernement néerlandais pour démontrer ces erreurs.

L'approbation de la Convention de 1843 n'a pas pour autant dit le dernier mot sur le *statu quo* constaté dans cet instrument; les erreurs à survenir pouvaient toujours être alléguées.

Les preuves présentées par le Gouvernement néerlandais sont efficaces et concluantes pour démontrer l'erreur du procès-verbal communal de l'article 90. Ces preuves sont « claires et légales »; elles proviennent des termes mêmes du Procès-verbal communal original de 1836-1841, document dont la valeur n'a pas été contestée par le Gouvernement belge.

En outre, sur les parcelles en cause, les Pays-Bas ont exercé pendant de longues années — comme nous le verrons ci-après — une possession effective, publique et pacifique, après la Convention de 1843. C'est une autre preuve du *statu quo* néerlandais qu'avait admis le Procès-verbal communal 1836-1841.

On invoque le principe du maintien des traités. Mais un tel principe — qui du reste n'est pas absolu — ne s'oppose nullement, surtout quand une clause expresse le prévoit, à la rectification des erreurs matérielles qu'ils comportent, pourvu qu'elles soient pleinement démontrées par des preuves sérieuses, administrées de manière évidente et irréfragable.

Le principe du respect des traités reçoit ainsi une exacte application; ce principe n'impose pas l'acceptation d'un traité qui n'est pas juridiquement valable dans une de ses parties.

* * *

La Convention de 1843 a reçu pendant presque une centaine d'années une application qui ne s'accorde pas avec le texte du procès-verbal communal inclus à l'article 90 du Procès-verbal descriptif; si celui-ci considère les parcelles comme belges, dans la réalité, ces mêmes parcelles ont été soumises depuis toujours à la souveraineté

It must be remembered that the Communal Minute of Article 90 of the Descriptive Minute, that to which the Convention refers, provides for the possibility of certain amendments. For that minute (of Article 90) in its penultimate paragraph provides that "mistakes which may later be discovered to have crept into this Minute may be corrected by the two Parties, provided however that the Party which requests or requires a correction shall accompany its claim by clear legal evidence" (Memorial, Annex IV).

This paragraph shows that the Minute of Article 90 was open to amendment. It even laid down upon whom should be the burden of proof and the kind of evidence to be adduced by the Parties in order to secure the correction of errors subsequently discovered. There was thus an express proviso relating to errors contained in the minute of Article 90, which can be relied upon either by the Belgian Government or by the Netherlands Government in order to show the existence of mistakes.

The approval of the 1843 Convention did not as such say the last word with regard to the *status quo* recorded in that instrument; mistakes subsequently discovered could still be alleged.

The evidence submitted by the Netherlands Government is effective and conclusive as showing a mistake contained in the communal minute of Article 90. This evidence is "clear" and "legal"; it is based on the very wording of the original Communal Minute of 1836-1841, a document the validity of which has not been challenged by the Belgian Government.

Furthermore, the Netherlands—as will be seen below—have over a long period of years exercised effective, notorious and peaceful possession of the disputed plots, since the 1843 Convention. This constitutes further evidence of the *status quo* of the Netherlands recognized by the Communal Minute of 1836-1841.

Reliance has been placed upon the principle of the upholding of treaties. But that principle—which in any event is not an absolute one—is in no way opposed, particularly when there is a clause expressly providing therefor, to the correction of clerical errors which they may contain, provided such errors be shown really to exist by genuine evidence of a clear and unchallengeable nature.

The principle of respect for treaties is thus fully applied; that principle does not require acceptance of a treaty which is not juridically valid in one of its parts.

* * *

For almost one hundred years the Convention of 1843 was applied in a manner which does not conform with the text of the Communal Minute included in Article 90 of the Descriptive Minute; although that article regards the plots as Belgian, these same plots have actually always been submitted to Netherlands sovereignty. Such

néerlandaise. Une telle situation paraît confirmer, comme le soutient la thèse néerlandaise, le remplacement du Procès-verbal communal authentique par un autre dont on ignore l'existence et le contenu. Une divergence était née entre la pratique existante à l'égard des parcelles litigieuses et le Procès-verbal descriptif ; elle a seulement été signalée à l'attention des deux Gouvernements en 1890, lors du projet de Convention de 1892. C'est à ce moment qu'est apparue l'inadvertance commise dans l'article 90 du Procès-verbal descriptif de la Convention de 1843, laquelle était passée inaperçue des deux Gouvernements.

Cette possession effective sur les parcelles, contraire au procès-verbal inséré à l'article 90, est une preuve supplémentaire de la méprise dénoncée par le Gouvernement néerlandais.

Le ministre des Affaires étrangères de la Belgique, dans une lettre au ministre des Pays-Bas à Bruxelles, du 20 août 1890, disait : « le traité de 1842 ayant stipulé le *statu quo*, il paraît préférable de viser ce traité plutôt que la convention de 1863 » ; il se référait sans doute à la Convention de 1843 (contre-mémoire, annexe XLVII). Le *statu quo* avait préférence sur les dispositions de la Convention de 1843.

La carte jointe au procès-verbal de délimitation des deux Baarle de 1826 démontre clairement que les parcelles en question n'appartenaient pas à la commune de Baerle-Duc. La valeur de cette carte ne saurait être récusée sans examen (duplicque, annexe II).

La Convention de 1843, dans son article 3, attribue aux cartes topographiques au dix-millième, arrêtées et signées par les commissaires, la même force et la même valeur qu'à une disposition de la convention. La carte présentée par la Belgique comme preuve supplémentaire, qui est une feuille d'un plan spécial, fait mention, dans sa légende, des parcelles appartenant à la Belgique, des parcelles indivises entre les deux Royaumes et des parcelles appartenant aux Pays-Bas. Les premières portent la couleur brune, les secondes sont roses et les troisièmes ne sont pas coloriées. Cette carte n'est pas l'une des cartes prévues par l'article 3, cité antérieurement, car elle indique de nombreuses parcelles en rose, sans les attribuer soit à l'un, soit à l'autre des deux États. Elle ne tient pas compte du procès-verbal qu'avait adopté l'article 90, dans lequel les parcelles sont attribuées soit à Baerle-Duc, soit à Baarle-Nassau ; ce procès-verbal n'indique pas qu'il y avait des parcelles indivises. Cette carte reste en dehors des faits admis par le procès-verbal communal inséré à l'article 90. On doit considérer cette carte dans son ensemble, et non dans une de ses parties ; sa force probante n'est pas déterminante. D'ailleurs, la carte annexée au procès-verbal de la Commission de délimitation du 5 septembre 1887 ne relève pas les parcelles en litige comme territoire belge (contre-mémoire, annexe XLVI).

D'autre part, les faits juridiques sûrs et déterminants dont il sera fait état ci-après sont en désaccord complet avec les affirmations

a situation appears to confirm, as maintained in the Netherlands argument, the fact that the authentic Communal Minute was replaced by another, the existence and contents of which are unknown. A divergence had arisen between the existing practice in respect of the disputed plots and the Descriptive Minute; this divergence was not drawn to the attention of the two Governments until 1890, at the time of the draft Convention of 1892. It was then that the oversight which had occurred in respect of Article 90 of the Descriptive Minute of the Convention of 1843 and which had passed unnoticed by the two Governments became apparent.

This effective possession of the plots, contrary to the Minute inserted in Article 90, constitutes supplementary evidence of the mistake alleged to have occurred by the Netherlands Government.

In a letter to the Minister of the Netherlands at Brussels dated 20 August 1890, the Minister for Foreign Affairs of Belgium stated: "the Treaty of 1842 having laid down the *status quo*, it seems preferable to refer to the Treaty rather than to the Convention of 1863"; he was no doubt referring to the Convention of 1843 (Counter-Memorial, Annex XLVII). The *status quo* was to prevail over the provisions of the Convention of 1843.

The map appended to the Minute of delimitation of the two Baarles of 1826 clearly shows that the plots in question did not belong to the commune of Baerle-Duc. The value of this map cannot be dismissed without examination (Rejoinder, Annex II).

In Article 3, the Convention of 1843 confers upon the topographical maps to a scale of 1 : 10,000, which were prepared and signed by the Commissioners, the same force and value as the provisions of the Convention. The map adduced by Belgium as supplementary evidence, which consists of a sheet from a special map, mentions in its legend plots belonging to Belgium, plots that were unallocated as between the two Kingdoms and plots belonging to the Netherlands. The first of these are coloured in brown, the second in pink and the third are not coloured. This map is not one of the maps referred to in Article 3 which has been cited above, for that map indicates many plots in pink without attributing them to one or the other of the two States. That map does not take into account the Minute which was adopted in Article 90 and in which the plots are attributed either to Baerle-Duc or to Baerle-Nassau; this Minute does not indicate that there were unallocated plots. This map remains outside the facts agreed to in the Communal Minute inserted in Article 90. This map should be considered as a whole and not in one of its parts alone; the probative value of this map is not conclusive. Moreover, the map annexed to the Minutes of the Boundary Commission of 5 September 1887 does not show the disputed plots as being Belgian territory (Counter-Memorial, Annex XLVI).

On the other hand, the well-established and conclusive legal facts relied upon below are in complete disagreement with what is shown

de la carte en question. Une telle circonstance lui enlève force probante.

L'inscription que contient la carte de l'État-major belge de 1871 n'a pas l'importance qu'on lui attribue en l'occurrence, dès qu'il n'est pas établi que les autorités néerlandaises en eussent pris connaissance (mémoire, annexe XIII, p. 31). Cette attribution à la Belgique des parcelles en question n'est que la répétition de l'erreur déjà signalée dans le procès-verbal communal inséré à l'article 90. On ne peut tirer de cette constatation un effet de souveraineté ni lui attribuer la valeur d'un acte de souveraineté.

* * *

Il a été avancé également par le Gouvernement belge que, lors du projet de convention de 1892, il fut admis que les parcelles en cause appartenaient à la Belgique. Cette convention avait pour but de mettre fin aux enclaves et le projet s'est limité à replacer celles-ci dans un seul des deux territoires, sans discuter l'appartenance des parcelles en faisant des cessions mutuelles. Les Parties, pour aboutir au but poursuivi de mettre fin aux enclaves belges aux Pays-Bas et néerlandaises en Belgique, s'en sont tenues aux données erronées du procès-verbal de l'article 90, sans un examen plus approfondi. Cette convention non ratifiée ne peut être opposée aux Pays-Bas. La jurisprudence constante de la Cour permanente de Justice internationale et de notre Cour ne permet pas de faire état des propositions faites au cours des négociations directes qui n'ont pas abouti à un accord complet. La reconnaissance faite à cette occasion par les Pays-Bas ne lui a pas enlevé le droit de la contester. Ils n'ont pas fait une reconnaissance pure et simple; ce projet de convention est un acte complexe et en conséquence indivisible. Du reste, après 1892, la situation des parcelles est demeurée inchangée; la souveraineté néerlandaise a continué à s'exercer sur ce petit territoire, sans aucune réclamation de la part du Gouvernement belge; une telle situation démontre bien que, de l'avis des deux Gouvernements, la prétendue reconnaissance ne portait aucun effet juridique.

On a dit que la Convention du 23 avril 1897 sur le rachat de la ligne de chemin de fer de Tilburg à Turnhout reconnaissait la souveraineté belge sur les parcelles en question. Cette convention n'a pas été versée au dossier; pour soutenir cette prétention on a eu recours à un extrait de l'exposé des motifs de la Convention devant le Parlement néerlandais (réplique, annexe XII). Mais les preuves produites par le Gouvernement néerlandais, citées aux paragraphes 27 et 36, lettre *d*, de la duplique, permettent, malgré l'explication donnée en plaidoirie par le conseil belge (procédure orale, p. 113), de soutenir que les enclaves visées dans cet exposé

on the map in question. Such a circumstance deprives the map of any probative value.

What appears on the Belgian military staff map of 1871 does not have the importance attributed to it in the present case, since it has not been shown that the Netherlands authorities had knowledge of it (Memorial, Annex XIII, p. 31). On this map, the attribution to Belgium of the disputed plots constitutes no more than a repetition of the mistake already indicated in the Communal Minute inserted in Article 90. What is shown on the map cannot be regarded as having any effect with regard to sovereignty; nor can one attribute to it the value of an act of sovereignty.

* * *

It has also been contended by the Belgian Government that, at the time of the draft Convention of 1892, it was agreed that the disputed plots belonged to Belgium. The purpose of this Convention was to put an end to the enclaves and the draft confined itself to putting the enclaves back into one only of the two territories, without discussing to which of them the plots belonged, by effecting mutual cessions. In order to achieve their purpose of putting an end to Belgian enclaves in the Netherlands and Netherlands enclaves in Belgium, the Parties based themselves exclusively on the erroneous data in Article 90 of the Minute, without further examination. This unratified Convention cannot be invoked against the Netherlands. The settled case law of the Permanent Court of International Justice and of our own Court does not allow reliance to be placed upon proposals made in the course of direct negotiations which do not lead to a complete agreement. The admission made on that occasion by the Netherlands has not deprived it of its right to challenge that admission. The Netherlands did not make an outright admission; the draft Convention is a complex instrument and is therefore indivisible. Moreover, after 1892 the situation of the plots remained unchanged; Netherlands sovereignty continued to be exercised over this small territory without any claim being put forward on behalf of the Belgian Government; such a situation clearly shows that, in the opinion of both Governments, the alleged admission had no legal effect.

It has been asserted that the Convention of 23 April 1897 regarding the repurchase of the Tilburg-Turnhout railroad recognized Belgian sovereignty over the disputed plots. This Convention has not been produced before the Court; in support of this assertion reliance has been placed upon an extract from the Statement of Reasons for the Convention as laid before the Netherlands Parliament (Reply, Annex XII). But the evidence submitted by the Netherlands Government, cited in paragraphs 27 and 36 *d*) of the Rejoinder, despite the explanation given during the oral argument by Counsel for Belgium (Oral Proceedings, p. 113), enables it to

des motifs ne sont pas les parcelles en cause. La redevance due par le Gouvernement néerlandais ne pouvait tomber sur les propriétés occupées par le chemin de fer, car ces propriétés avaient été transférées au Gouvernement néerlandais (contre-mémoire, annexe LI, p. 152).

* * *

Le Gouvernement néerlandais fait valoir un autre titre de souveraineté à l'encontre des prétentions du Gouvernement belge. Il allègue avoir exercé des attributions de la souveraineté sur les parcelles dans les années postérieures à la Convention de 1843.

Les faits invoqués pour justifier cette situation sont les suivants :

1. Les parcelles en cause pendant la période qui va de 1845 à 1957 ont eu différents propriétaires et l'annexe LI du contre-mémoire donne le détail de ces changements. Il est fait état d'actes de ventes, soit privées, soit publiques, d'actes de partage et de cessions. Dans tous ces actes, il est expressément dit que les biens qu'ils mentionnent font partie de la commune de Baarle-Nassau. Voici les dates de ces opérations, jusqu'à l'année 1921 : 31 janvier 1845, 29 janvier 1845, 24 février 1845, 15 mars 1856, 20 mars 1860, 3 août 1863, 20 mai 1863, 19 avril 1866, 16 août 1866, 22 janvier 1867, 8 juillet 1867, 22 juillet 1867, 6 mai 1895, 1^{er} juillet 1898, 22 avril 1904, 21 mai 1904, 4 octobre 1904, 28 septembre 1904, 23 octobre 1905, 5 décembre 1913 et 16 janvier 1914. Tous ces actes de transferts de propriété sont inscrits dans les registres néerlandais. Ils se réfèrent aux cadastres néerlandais, ainsi qu'à leurs numérotages. Les droits de mutations sont payés dans les bureaux néerlandais. Ces actes se passent entre voisins de deux communes et de nationalités belge et néerlandaise. Il y avait une publicité indéniable de tous ces faits, vis-à-vis des fonctionnaires de Baarle-Duc et d'Anvers.

Il convient d'examiner de plus près certains de ces actes.

Le 31 janvier 1845 le prince Frédéric des Pays-Bas cède au Gouvernement des Pays-Bas des bruyères lui appartenant, entre lesquelles se trouve la parcelle n° 91. Par ordonnance du ministre des Finances des Pays-Bas du 23 décembre 1846 les droits du Domaine sur cette parcelle sont reconnus (contre-mémoire, annexe XLIII). Cette même parcelle, comme appartenant au domaine de l'État néerlandais, fait l'objet de la vente publique du 15 mars 1856 (p. 109).

Par acte du 16 août 1866, Hubert Antoine de Poorter, d'Anvers, vend à la Société anonyme des Chemins de fer du Nord de la Belgique une propriété située sur la commune de Baarle-Nassau pour l'établissement du chemin de fer de Turnhout à Tilbourg : c'est une partie des parcelles en litige.

be maintained that the enclaves referred to in that Statement of Reasons are not the disputed plots. The dues paid by the Netherlands Government could not be exacted in respect of the property occupied by the railroad, for that property had been transferred to the Netherlands Government (Counter-Memorial, Annex LI, p. 152).

* * *

The Netherlands Government puts forward another title of sovereignty as against the claims of the Belgian Government. It maintains that it has exercised the functions of sovereignty over the plots during the years subsequent to the Convention of 1843.

The facts relied upon in support of this position are as follows:

1. The disputed plots belonged to different owners during the period from 1845 to 1957 and Annex LI of the Counter-Memorial gives the details regarding these changes. Reliance is placed upon conveyances, private or public, and upon distributions and cessions. In all these instruments it is expressly stated that the properties mentioned therein are a part of the commune of Baarle-Nassau. The following are the dates of these operations until 1921: 31 January 1845, 29 January 1845, 24 February 1845, 15 March 1856, 20 March 1860, 3 August 1863, 20 May 1863, 19 April 1866, 16 August 1866, 22 January 1867, 8 July 1867, 22 July 1867, 6 May 1895, 1 July 1898, 22 April 1904, 21 May 1904, 4 October 1904, 28 September 1904, 23 October 1905, 5 December 1913 and 16 January 1914. All these conveyances are entered in Dutch registers. They refer to Netherlands surveys as well as to their numbering therein. The tax payable on these conveyances is paid to Netherlands offices. These conveyances are made between the inhabitants of the two communes who are of Belgian and Dutch nationality. All these facts were undoubtedly publicized in so far as the officials of Baarle-Duc and Antwerp were concerned.

It is necessary to scrutinize more closely certain of these conveyances.

On 31 January 1845 Prince Frederick of the Netherlands ceded to the Government of the Netherlands certain heathlands which belonged to him, among which is included plot No. 91. By an Order of the Minister for Finance of the Netherlands, dated 23 December 1846, the rights of the Domain over this plot are recognized (Counter-Memorial, Annex XLIII). This same plot, as belonging to the Domain of the Netherlands State, was the subject of a public sale on 15 March 1856 (p. 109).

By a conveyance dated 16 August 1866, Hubert Antoine de Poorter of Antwerp sold to the *Société anonyme des Chemins de fer du Nord de la Belgique* property situated in the commune of Baarle-Nassau for the establishment of a railway from Turnhout to Tilburg. This was a part of the disputed plots.

2. En 1851, la parcelle 91 fit l'objet d'une vente par le domaine de l'État néerlandais. La commune de Baarle-Duc a revendiqué pour ses habitants, devant le tribunal de Bréda, un droit d'usufruit sur cette parcelle. Elle ne prétendait donc pas que cette parcelle fit partie de son territoire et aurait dû, dans ce cas, porter sa requête devant les tribunaux belges. C'est un acte de juridiction civile des tribunaux néerlandais sur une des parcelles.

3. Comme le révèlent les actes mentionnés, les parcelles ont été imposées au titre de l'impôt foncier néerlandais. C'est là une manifestation prolongée et continue de la souveraineté néerlandaise sur les parcelles.

4. Le 4 novembre 1864, le ministre de l'Intérieur confère une concession relative à la ligne de chemin de fer Tilbourg-Turnhout, pour autant qu'elle devait traverser le territoire néerlandais et les parcelles en question.

5. Lors de la construction de cette ligne de chemin de fer, une partie des parcelles avait été indiquée pour expropriation, par les autorités néerlandaises, en décembre 1866. Une telle mesure est bien un acte gouvernemental; une vente volontaire est intervenue postérieurement.

Après le projet de Convention de 1892, la situation de fait s'est maintenue inchangée. Sur les parcelles, de nouvelles maisons sont construites en 1904, les anciens terrains de bruyères sont défrichés, les habitants des parcelles enregistrent les naissances, mariages et décès aux registres de l'état civil de leur commune à Baarle-Nassau. C'est seulement en 1921 que le Gouvernement belge, pour la première fois, a soumis au Gouvernement néerlandais ses prétentions de souveraineté sur les parcelles.

* * *

Sans les contester formellement, le Gouvernement belge oppose à ces faits qu'il a inscrit les parcelles à son cadastre et les a fait figurer sur une carte militaire. Il invoque encore la Convention non ratifiée de 1892 et une autre de 1897 sur un rachat du chemin de fer. Les parcelles auraient aussi été l'objet de mutations au cadastre belge de 1896 et 1904.

La force probante de la carte militaire du 4 octobre 1871 (mémoire, annexe XIII), du projet de Convention de 1892 et de la Convention de 1897 a été examinée plus haut : il n'est pas nécessaire d'y revenir.

Les parcelles devaient figurer au cadastre belge en 1847 (mémoire, annexe XII), mais cette inscription n'a eu aucune conséquence de fait, comme il ressort de la lettre du 10 juillet 1890 d'un fonctionnaire belge (réplique, annexe VIII); la parcelle n° 92 seulement apparaît dans le plan cadastral de Baarle-Nassau et la parcelle n° 91 à la n° 71

2. In 1851, plot No. 91 was the subject of a sale by the Netherlands State Domain. The commune of Baerle-Duc claimed for its inhabitants, before the Breda Tribunal, a right of usufruct over this plot. It did not therefore claim that this plot was a part of its territory for in that case it would have had to apply to the Belgian courts. This is an exercise of civil jurisdiction by the Netherlands courts over one of the plots.

3. As is clear from the relevant documents, the plots were subjected to Netherlands land tax. This constitutes a prolonged and continuous manifestation of Netherlands sovereignty over the plots.

4. On 4 November 1864, the Minister for the Interior granted a concession relating to the Tilburg-Turnhout railway in so far as it had to cross Netherlands territory and the plots in question.

5. When this railway was being built, a portion of the plots had been indicated for expropriation by the Netherlands authorities in December 1866. Such a measure does indeed constitute a governmental act; a voluntary sale occurred subsequently.

After the draft Convention of 1892, the factual situation was maintained unchanged. New houses were built on the plots in 1904, former heathlands were brought into cultivation, and the inhabitants of the plots entered births, marriages and deaths in the registers of their commune at Baarle-Nassau. It was not until 1921 that the Belgian Government, for the first time, submitted to the Netherlands Government its claims of sovereignty over the plots.

* * *

Without formally challenging these facts, the Belgian Government urges against them that it had entered the plots on its survey and that it had included them upon a military map. It further relies upon the unratified Convention of 1892 and a further Convention of 1897 concerning the repurchase of the railroad. The plots are said to have been the subject of transfer deeds entered in the Belgian survey for 1896 and 1904.

The probative value of the military map of 4 October 1871 (Memorial, Annex XIII) and of the draft Convention of 1892 and of the Convention of 1897 have been dealt with above: it is not necessary to revert to this matter here.

The plots were to appear in the Belgian survey in 1847 (Memorial, Annex XII), but this entry had no practical consequences, as is clear from the letter of 10 July 1890 from a Belgian official (Reply, Annex VIII); plot No. 92 appeared only on the survey map of Baarle-Nassau and plot No. 91 bears the number 71 in the Belgian

au cadastre belge, mais comprend les n^{os} 189, 191, 193, 203, 205, 206, 207 et 208 du cadastre néerlandais. Les modifications successives des parcelles au cadastre néerlandais, ainsi que l'inscription des mutations aux registres néerlandais, sont confirmées de façon certaine par les documents incorporés à l'annexe LI du contre-mémoire. Les mutations faites en 1896 et 1904 furent aussi inscrites dans les registres néerlandais (contre-mémoire, annexe LI, pp. 149 et 168).

* * *

Dans tous les cas signalés antérieurement, le Gouvernement néerlandais a exercé des fonctions gouvernementales prépondérantes sur les parcelles en litige, sans qu'elles aient soulevé de la part du Gouvernement belge aucune protestation ni aucune opposition. Cette tolérance prolongée de ce Gouvernement à cet égard a créé au bénéfice du Gouvernement néerlandais un droit de souveraineté indéniable. Il n'y a aucune preuve que la Belgique ait réclamé la restitution des parcelles avant 1921, ni qu'il y ait eu des activités belges sur celles-ci. On pourrait ici rappeler l'importance que la Cour a donnée, dans l'affaire des Pêcheries, à l'absence de protestations d'un gouvernement dans la consolidation d'un droit (*C. I. J. Recueil 1951*, p. 138). Dans l'affaire du Groënland oriental la Cour permanente n'a pas cru devoir délaissier des actes gouvernementaux, même quand le Gouvernement norvégien eut formulé certaines protestations ou réserves (*C. P. J. I., Série A/B, n° 53*, pp. 62-63), car elle a retenu l'existence de deux éléments en vue d'établir un titre de souveraineté valable, à savoir l'intention et la volonté d'exercer cette souveraineté et la manifestation de l'activité étatique. La souveraineté sur les Minquiers et les Écréhous a été fixée par notre Cour exclusivement sur la base de faits pareils à ceux invoqués par le Gouvernement néerlandais dans la présente affaire (*C. I. J. Recueil 1953*, pp. 67 à 70).

Une telle intention d'exercer la souveraineté est particulièrement remarquable après la Convention de 1843 et après le projet de Convention de 1892. Le Gouvernement néerlandais a continué à considérer ces parcelles comme lui appartenant et à exercer les attributions gouvernementales, de manière publique et paisible. Ces faits ont établi la souveraineté néerlandaise sur les parcelles en litige.

* * *

En définitive, l'article 90 du Procès-verbal descriptif annexé à la Convention de 1843 et qui fait partie de celle-ci dispose dans sa première partie que le Procès-verbal communal signé le 22 mars 1841 sera inséré « mot à mot » comme seconde partie de l'article 90. Or, le procès-verbal reproduit n'est pas une copie littérale du Procès-verbal communal signé le 22 mars 1841. On est en présence d'une

survey but includes Nos. 189, 191, 193, 203, 205, 206, 207 and 208 of the Netherlands survey. The successive alterations of the plots on the Netherlands survey as well as the entry of transfer deeds on the Netherlands registers are confirmed beyond any doubt by the documents embodied in Annex LI of the Counter-Memorial. The transfer deeds made in 1896 and 1904 were also entered in the Netherlands registers (Counter-Memorial, Annex LI, pp. 149 and 168).

* * *

In all the foregoing cases, the Netherlands Government has exercised preponderant governmental functions in respect of the disputed plots, without these having given rise on the part of the Belgian Government to any protest or any opposition. This prolonged tolerance of the Belgian Government in this respect has created an indisputable right of sovereignty in favour of the Netherlands Government. There is no evidence that Belgium claimed restitution of the parcels before 1921, or that any Belgian activities occurred thereon. Reference may here be made to the importance which the Court gave, in the Fisheries case, to the absence of protests by a government in the consolidation of a right (*I.C.J. Reports 1951*, p. 138). In the Eastern Greenland case the Permanent Court did not consider that it could neglect governmental acts, even when the Norwegian Government had made certain protests or reservations (*P.C.I.J., Series A/B, No. 53*, pp. 62-63), for it recognized the existence of two elements required to establish a valid title to sovereignty, namely, the intention and the will to exercise such sovereignty, and the manifestation of State activity. Sovereignty over the Minquiers and Ecrehos was decided by this Court exclusively on the basis of facts similar to those relied upon by the Netherlands Government in the present case (*I.C.J. Reports 1953*, pp. 67-70).

Such an intention to exercise sovereignty is particularly notable after the Convention of 1843 and after the draft Convention of 1892. The Netherlands Government has continued to regard these plots as belonging to it, and to exercise there governmental functions in a public and peaceable way. These facts have established Netherlands sovereignty over the disputed plots.

* * *

In the final analysis, Article 90 of the Descriptive Minute which is annexed to the Convention of 1843 and which is a part of that Convention provides in the first part that the Communal Minute signed on 22 March 1841 shall be inserted "word for word" as a second part of Article 90. But the Minute which is reproduced is not a literal copy of the Communal Minute signed on 22 March 1841.

disposition de la Convention de 1843 qui n'est pas juridiquement valable. Une telle disposition ne peut constituer un titre valable de souveraineté.

D'autre part, le titre fondé sur l'exercice effectif, pacifique et public des fonctions étatiques par les Pays-Bas sur les parcelles en cause doit être préférable au titre de souveraineté invoqué par la Belgique, qui n'a jamais exercé réellement la compétence étatique dont elle se considère titulaire.

(Signé) ARMAND-UGON.

What is involved is a provision of the Convention of 1843 which is not legally valid. Such a provision cannot constitute a valid title of sovereignty.

On the other hand, the title which is based on the effective, peaceable and public exercise of State functions by the Netherlands over the disputed plots must be given preference over the title of sovereignty relied upon by Belgium, which has never really exercised the State competence which it regards itself as holding.

(Signed) ARMAND-UGON.